



# Lettre d'information

## Juin 2015

**Anne SANDER**

Député européen (Les Républicains)  
Alsace, Bourgogne, Champagne-  
Ardenne, Franche-Comté et Lorraine

EDITORIAL

AU SOMMAIRE

## Une année au Parlement

### ➔ Un an d'actions à vos côtés

*Nous fêtons en mai 2015 le premier anniversaire de mon élection au Parlement européen pour représenter l'Alsace, la Bourgogne, la Champagne-Ardenne, la Franche-Comté et la Lorraine.*

*Un an de réunions à Strasbourg, à Bruxelles et sur le terrain, un an de débats, de négociations, d'interventions en commission et en séance plénière, un an de rencontres et de découvertes, un an d'actions pour rapprocher l'Europe de vos préoccupations.*

*Cette année n'aurait pu être possible sans votre confiance et votre engagement à mes côtés, lors de la campagne des Européennes mais aussi tout au long de ces derniers mois. Je souhaite donc vous en remercier chaleureusement.*

### ➔ Au service de la croissance et de l'emploi

*J'ai souhaité consacrer mon mandat aux initiatives européennes en faveur de la croissance et de l'emploi dans nos régions.*

*Avec 23 millions de chômeurs, l'Europe ne parvient plus à offrir la prospérité que les pères fondateurs avaient promise. L'objectif est donc d'offrir aux jeunes des opportunités d'emplois, aux entreprises des conditions favorables d'investissements, aux seniors des perspectives de vieillissement actif et développer chez tous l'esprit d'innovation et d'entrepreneuriat.*

*Je m'y attache chaque jour et souhaite, par cette lettre, vous faire partager mon action.*

Anne Sander



#### Au Parlement

En commission Emploi et Affaires sociales, en commission Industrie ou en plénière, j'agis pour défendre les engagements et les valeurs de notre famille politique: la lutte contre le chômage, l'aide aux PME, la promotion de l'entrepreneuriat et la réduction de la bureaucratie.

Page 2 - 3



#### En circonscription

Aller à votre rencontre, sur le terrain, pour promouvoir les actions de l'Europe et faire remonter vos préoccupations: tels sont les enjeux de mon action au quotidien en Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté et Lorraine.

Page 4



Groupe PPE  
au Parlement européen

les IR  
Républicains

Au Parlement européen, je suis membre titulaire de la **Commission Emploi et Affaires sociales** et membre suppléante de la **Commission Industrie, Technologie, Recherche et Énergie**.

### En Commission Emploi et Affaires sociales

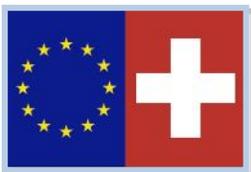


### Rapporteur pour 3 textes :

➔ **Réformer la gouvernance économique de la zone euro** : J'ai été rapporteur pour l'avis de la commission Emploi sur « l'examen du cadre de gouvernance économique: bilan et enjeux. » Le texte, adopté en commission en avril 2015,

demande aux États membres de continuer leurs réformes afin de garantir une reprise économique qui allie sérieux budgétaire, respect des objectifs européens et relance des investissements d'avenir. Pour éviter de nouvelles crises, les différentes politiques économiques des États-membres doivent être mieux coordonnées. Cette coordination passe par un plus grand contrôle démocratique des procédures et une meilleure prise en compte de la situation sociale de chaque pays.

➔ **Rétablir de bonnes relations UE - Suisse** : Nous devons sortir de l'impasse institutionnelle engendrée par l'initiative populaire suisse "Contre l'immigration de masse" (votée le 9 février 2014), afin que la Suisse continue d'accorder des conditions d'accueil privilégiées aux travailleurs et aux entreprises de l'Union, en échange de son accès à notre marché intérieur.



Tel est le message de mon avis, présenté en commission Emploi en mai 2015. 145 000 Français et environ 280 000 Européens

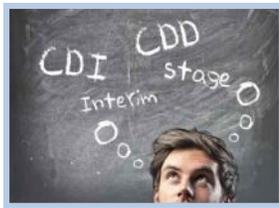
passent tous les jours la frontière suisse pour se rendre sur leur lieu de travail. L'instauration de quotas de travailleurs étrangers proposée par la Suisse est incompatible avec le principe de libre circulation des personnes et remet en cause les nombreux autres accords UE-Suisse.

➔ **Lutter contre la bureaucratie** : La Commission européenne a lancé une initiative appelée REFIT, qui vise à réduire les charges administratives et réglementaires pour les entreprises, notamment pour les 20 millions de PME européennes. J'étais rapporteur pour le groupe PPE sur l'avis de la Commission Emploi. Ce texte, voté le 28 mai 2015, soutient l'approche de la Commission et demande une réglementation européenne plus transparente, plus efficace et moins tatillonne. Nous demandons également la généralisation du « Think Small First » pour adapter d'abord les règles aux petites entreprises, et de mettre en place un « Test PME » afin de s'assurer que toute nouvelle législation n'ait pas d'impact négatif pour les PME.



### Les autres initiatives :

➔ **1 milliard d'euros supplémentaires pour l'Emploi des Jeunes en 2015** : nous avons voté en avril une réforme de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes, pour aider les 5,5 millions de jeunes européens qui ont de plus en plus de difficultés à trouver un emploi ou obtenir une formation. La France bénéficiera d'une enveloppe de 432 millions d'euros sur un montant global de 6 milliards d'euros pour les années 2014 - 2020.



➔ **Mettre fin au dumping social dans le transport routier** : Actuellement, les routiers internationaux peuvent, pendant 7 jours, charger et décharger leur camion dans un pays de passage, avant



d'arriver dans leur pays de destination. Cela s'appelle le cabotage. Cependant, ces routiers n'ont le droit, ni au même salaire minimum, ni à la même protection sociale que leurs collègues du pays qu'ils traversent. En raison de ce dumping social difficile à contrôler, la France a perdu 21 000 emplois en quinze ans. J'ai interpellé la Commission européenne lors d'un débat en plénière pour qu'une solution européenne soit trouvée afin de combler le vide juridique existant. Il faut redéfinir les règles de cabotage et créer un régime spécifique pour les travailleurs hautement mobiles.

➔ **Favoriser l'emploi transfrontalier** : Nous discutons actuellement de l'amélioration du réseau EURES. Sa mission : faciliter la mobilité des travailleurs européens en mettant à leur disposition des offres d'emploi, en les accompagnant dans leurs démarches et en aidant les employeurs, notamment les PME, à pourvoir leurs postes vacants. J'ai déposé plusieurs amendements pour développer cet outil dans les régions transfrontalières pour encourager la mobilité des travailleurs. Par exemple, dans le Rhin Supérieur, il existe un EURES-T franco-germano-suisse qui aide à dynamiser le marché du travail entre nos trois pays. Sachant que 300 000 postes seront à pourvoir dans les prochaines années en Allemagne, nous devons faire connaître les opportunités d'emplois pour tous ceux qui souhaitent travailler de l'autre côté de la frontière.

## En Commission Industrie, Technologie, Recherche et Énergie



➔ **Une stratégie numérique pour l'Europe :** Je suis intervenue à plusieurs reprises pour que l'Europe sorte de son hébétément, qui fait d'elle une colonie du nouveau monde numérique. En effet, la révolution numérique s'est principalement faite en dehors de nos frontières, et en particulier aux Etats-Unis. Aujourd'hui cette révolution défie notre vieille Europe. Nous devons redoubler nos efforts pour résorber la fracture numérique qui persiste entre les territoires de l'Union, parmi ses entreprises et au sein de sa population. Seule



une PME sur sept vend des produits en ligne. À peine un foyer sur cinq situé en zone rurale a accès à une connexion à haut débit. En France, seul un quart des plus de 75 ans dispose d'un accès internet à domicile. La Commission européenne a présenté le 6 mai une stratégie pour un Marché Unique Numérique. La commission Industrie sera aux avant-postes pour mener à bien cette stratégie tout au long du mandat. Nous devons investir dans des infrastructures de haut débit en zone rurale, accompagner la numérisation des PME et former les citoyens aux nouvelles technologies.

➔ **Pour une Union de l'énergie :** l'UE importe 53% de son énergie, pour un montant de 400 milliards d'euros par an. Les ¾ de notre parc immobilier présentent de mauvaises performances énergétiques. Nous devons diversifier nos sources d'approvisionnement et mieux économiser notre énergie. La Commission a présenté une proposition de



**Focus sur le « Plan Juncker » :** Ce plan vise à mobiliser 315 milliards d'euros pour l'investissement en Europe. Un accord entre le Parlement et le Conseil a été trouvé le 28 mai 2015. Cet accord avalise la création d'un fonds de garantie de 8 milliards d'euros pris sur le budget européen, qui, par effet levier, permettra d'attirer les investisseurs privés.

feuille de route en février 2015 pour parvenir à une Union de l'énergie, basée sur 5 piliers : la sécurité énergétique, la bonne circulation de l'énergie entre États membres, l'efficacité énergétique, la décarbonisation de l'économie et la recherche dans l'innovation technologique.

➔ **Financement des PME et Small Business Act :** la Commission Industrie est compétente pour les questions relatives au soutien des PME. On compte 23 millions de PME en Europe, représentant 99% des entreprises de l'UE et 80% des nouveaux emplois créés au cours des dix dernières années. Le programme européen COSME doté de 2,3 milliards d'euros a pour but de stimuler les capacités d'innovations des PME. La Commission européenne a lancé une révision du « Small Business Act » en 2014, avec pour ambition de favoriser l'accès aux financements, aux marchés publics et aux marchés internationaux, alléger les charges législatives et encourager l'entrepreneuriat.

## L'Europe en région

➔ **Défendre le siège de Strasbourg :** L'histoire a fait de Strasbourg le symbole de la réconciliation franco-allemande, et les fondateurs de l'Europe l'ont choisi comme capitale de la démocratie européenne et siège officiel du Parlement européen. Certains remettent en cause ce statut et veulent rapatrier toutes les activités parlementaires à Bruxelles. J'ai donc relancé, avec mon collègue Député européen allemand, Andreas Schwab, le « groupe Pierre Pflimlin », qui a pour but de sensibiliser les parlementaires et responsables européens sur l'importance du maintien du siège du Parlement européen à Strasbourg. J'ai également alerté le Président du Parlement européen sur la réduction alarmante des 12 sessions annuelles se déroulant dans la capitale alsacienne. J'ai demandé la suppression des « mini-sessions additionnelles » à Bruxelles lorsque l'agenda ne le justifie pas. Enfin, je participe aux



actions de la « task force » mise sur pied par la ville et l'Eurométropole pour agir en faveur du rayonnement européen de Strasbourg.

➔ **Développer la coopération transfrontalière :** En tant qu'Alsacienne, les questions transfrontalières occupent une importance particulière dans mon engagement au niveau européen. Outre ma participation au Conseil d'administration du Centre Européen de la Consommation, j'ai entrepris un certain nombre de rencontres sur nos trois frontières entre la France, l'Allemagne et la Suisse, sur les questions liées à l'emploi. Je lance également au mois de juin la création d'un groupe de travail sur la coopération transfrontalière au sein du Parlement européen.



➔ **Favoriser le développement rural :** Les questions agricoles sont pour moi un enjeu majeur du développement de nos territoires, et l'Europe a un rôle important dans ce domaine. Je me suis plus particulièrement impliquée sur les difficultés de mise en application de la PAC pour les jeunes agriculteurs ; la lutte contre les attaques de loups sur les troupeaux et les conséquences désastreuses pour l'avenir de l'élevage en plein air ; la nouvelle stratégie européenne pour le secteur forestier ; l'IGP Choucroute d'Alsace et Knack d'Alsace ; les conséquences de l'embargo russe et l'après quotas laitiers.



À ce jour, j'ai eu le plaisir de recevoir plus de **2250 personnes** - dont près de **1600 jeunes** - au Parlement européen à Strasbourg pour expliquer mon action.



Conférence nationale des Présidents 2015 de la Jeune Chambre Économique Française (6/02/2015)



Visite de la brasserie Kronenbourg à Obernai avec mes collègues eurodéputés Michel Dantin et Angelique Delahaye (28/04/2015)



Visite du Centre de placement des demandeurs d'emplois frontaliers à Kehl (21/05/2015)



Visite de la Scierie SIAT-BRAUN à Urmatt avec mes collègues eurodéputés (de gauche à droite : Arnaud Danjean, Elisabeth Koestinger et Michel Dantin) (10/02/2015)



Réunion publique pour soutenir Christophe Bonnefond, candidat UMP pour les élections départementales dans l'Yonne (Bourgogne) (12/03/2015)



Visite de la ferme Boime-Daul à Pfettisheim en présence du Commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan (27/04/2015)



Rencontre entre les responsables agricoles bas-rhinois et les députés, à la Ferme Reibel à Kertzfeld (29/09/2014)



Assemblée Générale de la FDSEA du Haut-Rhin (23/02/2015)



Cérémonie en hommage aux 42 Officiers alsaciens-mosellans, incorporés de force car refusant de servir dans l'armée allemande, à Marmoutier (29/04/2015)



Les Portes ouvertes du Parlement européen (2/05/2015)



Rencontre avec les élèves du Lycée Camille Sée de Colmar dans le cadre de leur projet Erasmus + dont je suis la marraine (29/05/2015)



Remise de la Médaille de l'Amitié Franco-Allemande de l'Association Européenne des Forces Alliées, à Bernard Ritter et Anton Bruder, anciens Maires d'Huttendorf, en Alsace et de Dauchingen, en Allemagne (04/05/2015)



Les délégués cantonaux des anciens exploitants agricoles de la FDSEA du Bas-Rhin (23/02/2015)



25ème Cérémonie de remise des Sandhaas d'Or organisée par la Jeune Chambre Economique de Haguenau et sa région (16/10/2014)



50e anniversaire du jumelage entre Wattwiller et Wassenweiler (10/05/2015)